



Paris, le 17 février 2010

Communiqué

Benoît Hamon, porte-parole du Parti socialiste

***Un million d'euros pour faire la publicité du « grand emprunt » :
un triple scandale politique, démocratique et budgétaire***

Le Service d'Information du Gouvernement (SIG) vient de révéler qu'il consacre près d'un million d'euros à une vaste campagne de communication pour faire la réclame du « grand emprunt ». Chacun a pu prendre la mesure de cette campagne en ouvrant les journaux de ce jour.

C'est un triple scandale.

Scandale politique, car cette campagne traduit une volonté manifeste de tromper les Français. Le « grand emprunt » n'est, en réalité, qu'un « mini-emprunt » qui n'aura que peu d'effet sur l'avenir de la France. C'est une « illusion budgétaire, un trompe l'œil » a déclaré le 15 février Jean Arthuis, président de la Commission des finances du Sénat. En plus, le texte prévoyant cet emprunt n'est même pas encore voté par le Parlement !

Scandale budgétaire, car alors que le déficit de l'Etat s'est élevé à près de 140 milliards d'euros en 2009, le gouvernement Sarkozy-Fillon fait exploser son budget de communication. Le coût de la communication de l'Elysée va passer de 1,395 million d'euros à 2,49 millions entre 2009 et 2010, soit un bond de 79 %. Le budget du « délégué interministériel à la communication », le publicitaire et ami de Nicolas Sarkozy Thierry Saussez, responsable de cette campagne, est déjà passé de 5,8 millions d'euros à 23 millions d'euros en 2009, soit une multiplication par 4. En 2008, le gouvernement avait consacré 4,33 millions d'euros à une campagne pour faire la publicité de la loi TEPA. Et il annonce une nouvelle campagne au printemps.

Scandale démocratique, car à quelques semaines des élections régionales, cette campagne de communication représente une propagande politique au service des listes de l'UMP aux frais du contribuable.

Le Parti socialiste demande l'annulation de cette campagne et rappelle que l'Etat a une obligation de neutralité dans la campagne électorale.

Cet épisode représente une nouvelle dérive de l'Etat Sarkozy-Fillon. Le Parti socialiste appelle les Français à s'exprimer massivement dans les urnes les 14 et 21 mars pour exprimer leur refus de cette mainmise d'un clan sur les moyens de l'Etat.